

Montreuil, le 21 mars 2012

Réponses au Réseau citoyen

1 - la réduction des inégalités

VOS REPONSES

Revenus	- la réduction des inégalités de revenu fait-elle partie de votre programme ?	Oui, Le principe de base, c'est que personne ne peut vivre en dessous du Smic, quelle que soit sa situation (salariéE, chômeur, retraitéE), et que le Smic doit être relevé immédiatement à 1 700 euros net mensuels. Et nous revendiquons une augmentation de 300 euros pour tous
	- si oui, quelles sont les 2 mesures principales que vous comptez promouvoir pour y parvenir ?	De l'argent, il y en a, il suffit de voir les profits qu'annoncent ces derniers jours les grandes entreprises 6 milliards d'euros de profit pour BNP Paribas, 2 milliards pour la Société Générale, 2 milliards pour Renault , 588 millions pour PSA ou encore 3,3 milliards d'euros pour EDF... il faut prendre l'argent là ou il est : dans les profits des capitalistes

Logement	- comptez-vous prendre des mesures pour encadrer les prix des loyers et leur évolution ?	Oui, voir ci-dessous
	- si oui, lesquelles ?	Nous voulons - bloquer les loyers, pour aller vers des loyers ne devant pas dépasser 20% du revenu car on ne doit pas perdre sa vie à la gagner - créer un service public unique du logement social qui permettra une gestion plus cohérente socialement et écologiquement. - Construire massivement des logements vraiment sociaux afin de mettre fin à la pénurie de logement qui permet une

		spéculation qui profite aux banques et à quelques grands groupes immobiliers qui font des profits faramineux sur le dos de la grande majorité de la population.

2 - La défense des services publics

Service postal	- êtes-vous d'accord pour remettre des bureaux de poste de plein exercice en place des agences postales communales et relais poste commerçants institués ces dernières années ?	Oui, nous refusons que des bureaux de poste soient condamnés, notamment dans les zones rurales ou les quartiers populaires, car ils ne sont pas " rentables " sans tenir compte de leur rôle en terme de cohésion sociale et d'aménagement du territoire.
	- et d'en définir les horaires d'ouverture sur la base des besoins réels des populations ?	Oui, nous sommes pour l'élargissement des droits à l'intervention des citoyens et des salariés dans les services publics.

on Educati	- incluez-vous dans votre programme de redonner aux RASED les moyens supprimés ces dernières années, en les adaptant aux besoins réels des populations scolaires ?	Nous dénonçons les 14 000 nouvelles suppressions de postes qui viennent s'ajouter aux 100 000 depuis 2005. Cela signifie la fin totale des RASED qui aident les élèves en difficulté, ainsi que des moyens de remplacement dans le 1er degré, ceci afin que soient embauchés des enseignants vacataires, ce que nous contestons. Nous exigeons la restitution des 100 000 postes supprimés depuis 2005.

3 - La citoyenneté dans la démocratie

Consultations citoyennes	De plus en plus nombreux sont les citoyens qui aspirent à être consultés avant la prise d'importantes décisions les concernant.	
	- quels moyens êtes-vous décidés à mettre en place pour permettre leur consultation ?	Nous voulons une rupture démocratique, qui suppose d'en finir avec tous les aspects monarchiques des institutions et donc de supprimer la fonction présidentielle et celle du Sénat qui est une assemblée non représentative de la société réelle. Instaurer la proportionnelle intégrale à toutes les élections, le mandat unique, la limitation dans le temps des mandats (pas plus de deux ou trois mandats successifs) pour laisser la place à ceux que l'on ne voit jamais sur les bancs de l'Assemblée nationale : des

		femmes, des Noirs, des Arabes, des ouvriers, des jeunes... Bref, 90% de la population. Il faut plafonner les salaires des élus au revenu moyen d'un travailleur.
	- si oui, de quelle manière prendrez-vous en compte les avis ainsi exprimés ?	La politique doit de nouveau signifier la participation de toutes et tous aux affaires de la cité, et non une profession minoritaire réservée à des experts coupés des préoccupations du peuple. Non seulement le gouvernement doit ainsi être élu par une assemblée de représentants, eux-mêmes élus, devant laquelle il engage sa responsabilité, mais les compétences des assemblées représentatives doivent aussi s'étendre à l'ensemble des domaines de la vie quotidienne, et jusqu'aux entreprises, afin d'assurer la priorité des droits sociaux sur les abus du capital.

4 - Le devenir de la planète

- est-ce que vous vous engagez à interdire, si vous êtes élu, toute démarche de prospection et d'exploitation des **gaz de schistes** sur l'ensemble du territoire national ?	Le NPA participe activement aux mobilisations contre l'exploration des sols et l'extraction de gaz et d'huile de schiste partout en France. Face aux risques majeurs pour l'environnement avec la pollution des nappes phréatiques, la population s'est fortement mobilisée, et le gouvernement a dû faire un pas en arrière en interdisant par une loi la technique de la fracturation hydraulique. Nous sommes pour l'interdiction de l'exploitation des gaz de schistes.
- sachant qu'aujourd'hui, la production de produits bio est insuffisante pour répondre à la demande, quel est votre objectif, au terme de votre mandat, en matière de pourcentage de la surface agricole consacrée à **l'agriculture biologique** ?	Nous proposons de favoriser l'agriculture biologique, mais nous n'avons pas fixé d'objectif chiffré.

Salutations militantes,
l'équipe de campagne de Philippe POUTOU

www.poutou2012.org – contact@poutou2012.org

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil